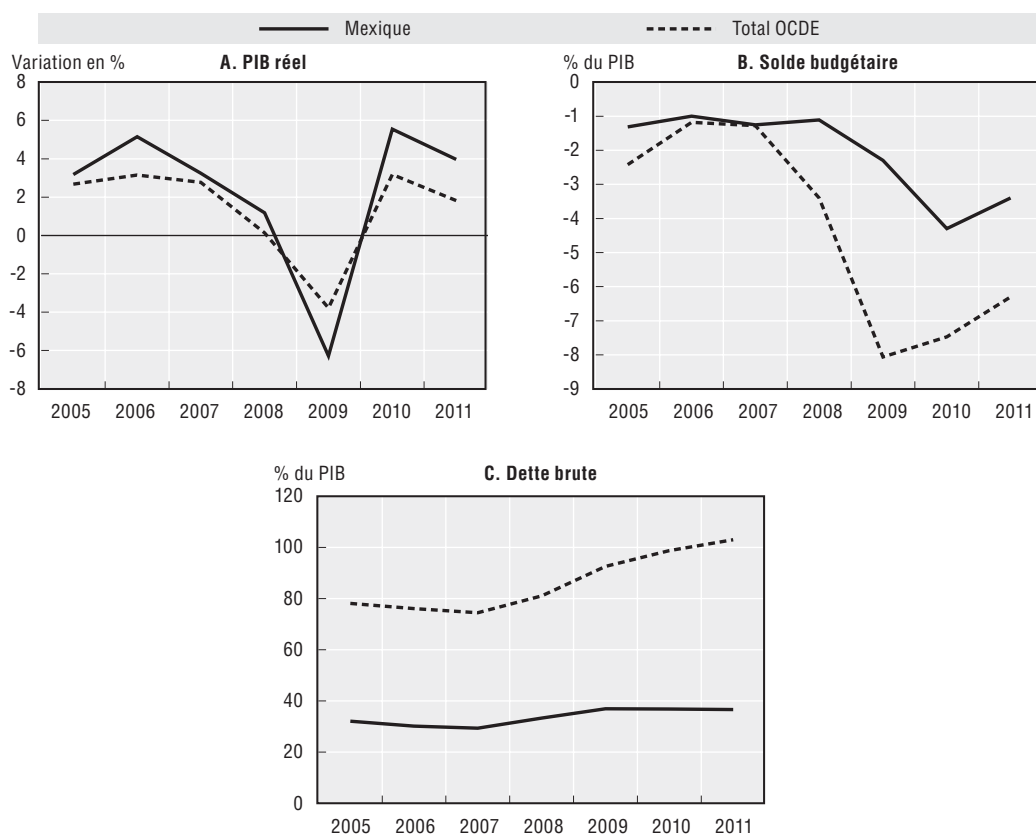



Mexique

1. Situation économique

Après avoir traversé une profonde récession liée au fort ralentissement de l'économie mondiale, le Mexique a bénéficié d'une reprise vigoureuse, enregistrant une croissance de son PIB de 5.5 % en 2010 et de 4 % en 2011 (graphique 1A). La progression des exportations a ralenti après avoir connu un rebond exceptionnel en 2010, mais une demande intérieure dynamique a permis à la reprise de se poursuivre. Après avoir lancé

Graphique 1. Principaux indicateurs économiques : Mexique



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932880434>

Notes : le solde budgétaire correspond au besoin de financement net du secteur public, qui est la somme des besoins de financement des administrations centrales et des entreprises publiques, exprimée en pourcentage du PIB nominal. La dette brute correspond à l'accumulation passée des besoins de financement du secteur public, qui représente elle-même la somme des besoins de financement des administrations centrales et des entreprises publiques, exprimée en pourcentage du PIB nominal.

Sources : OCDE (2012), *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2012/1 (n° 91), Éditions OCDE, doi: 10.1787/eco_outlook-v2012-1-fr ; Enquête 2012 de l'OCDE sur l'assainissement budgétaire ; OCDE (2011), « Restoring Public Finances: Fiscal consolidation in OECD countries », Special Issue of the *OECD Journal on Budgeting*, vol. 2011/2, doi:10.1787/budget-v11-2-en.

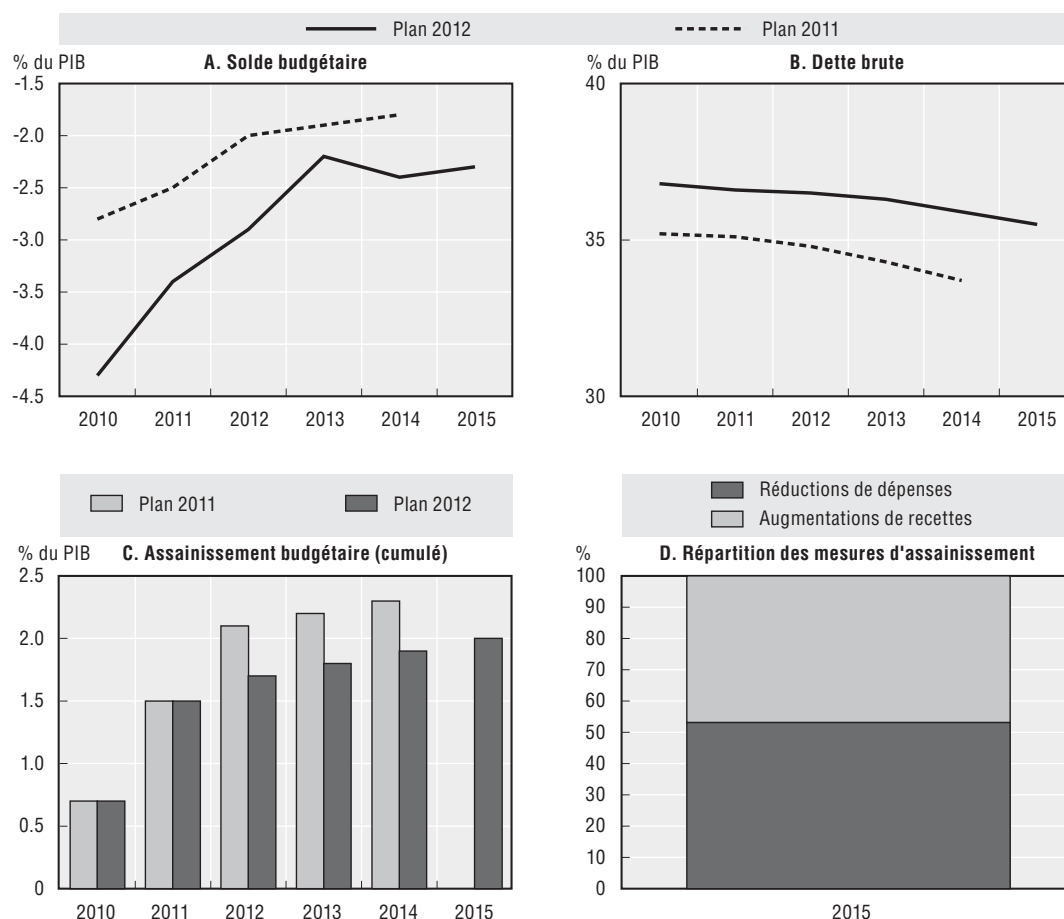

en 2009 un dispositif de stimulation, le gouvernement cherche actuellement à resserrer sa politique budgétaire en s'appuyant sur des augmentations d'impôts et en limitant la progression des dépenses. Ce dispositif a eu pour effet de réduire le besoin de financement net du secteur public qui est passé – si l'on fait la somme du déficit de l'administration fédérale et des entreprises publiques – d'environ 4.3 % du PIB en 2010, à 3.4 % en 2011 (graphique 1B). Grâce à une politique précoce de redressement et de stabilisation des recettes pétrolières, l'endettement brut du Mexique s'est maintenu autour de 36 % du PIB au cours de la période 2009-2011 (graphique 1C). L'OCDE prévoit que l'élargissement continu des parts de marché à l'exportation et l'amélioration progressive de la conjoncture intérieure vont générer une croissance du PIB de plus de 3.5 % en 2012 et de 4 % environ en 2013.

2. Plan d'assainissement budgétaire du gouvernement

Selon le plan d'assainissement budgétaire annoncé par le gouvernement fédéral en 2009, celui-ci entendait limiter la progression des dépenses publiques et ramener le besoin de financement net du secteur public, y compris les investissements de la PEMEX, de 2.8 % du PIB en 2010, à 1.8 % du PIB en 2014 (graphique 2A). Cet objectif devait entraîner une résorption du déficit en 2012, hors investissements de la PEMEX. Le gouvernement tablait en outre sur une stabilisation de l'endettement brut, investissements de la PEMEX compris, à hauteur d'environ 35 % du PIB en 2010-12 (graphique 2B).

Cependant, eu égard aux incertitudes majeures pesant sur la santé de l'économie mondiale, le gouvernement mexicain a décidé de ralentir le rythme du redressement pour la période 2012-14 (graphique 2C) et de différer d'une année le retour à l'équilibre budgétaire, hors investissements de la PEMEX. Ce changement d'échéancier vise à réduire l'écart de production, plus important que supposé initialement. En conséquence, il est prévu que le déficit budgétaire soit ramené de 4.3 % du PIB en 2010 à 2.4 % en 2014, chiffres supérieurs aux prévisions de 2011 (graphique 2A). L'équilibre du solde budgétaire, hors investissements de la PEMEX, devrait également être rétabli en 2013, à savoir une année plus tard que selon les précédentes prévisions (voir tableau 1). La dette brute, définie comme l'accumulation passée des besoins de financement net du secteur public, devrait s'alléger, passant de 36.6 % du PIB en 2011 à 35.9 % en 2014, tout en demeurant à des niveaux supérieurs aux estimations initiales (graphique 2B). En outre, à l'horizon 2015, l'effort d'assainissement cumulé s'appuiera dans des proportions sensiblement égales sur des coupes dans les dépenses et des augmentations de recettes (graphique 2D).

Graphique 2. L'assainissement budgétaire programmé par le gouvernement : Mexique

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932880453>

Notes: le solde budgétaire correspond au besoin de financement net du secteur public, qui est la somme des besoins de financement des administrations centrales et des entreprises publiques, exprimée en pourcentage du PIB nominal. La dette brute correspond à l'accumulation passée des besoins de financement du secteur public, qui représente elle-même la somme des besoins de financement des administrations centrales et des entreprises publiques, exprimée en pourcentage du PIB nominal. L'assainissement budgétaire représente le volume cumulé de l'assainissement en pourcentage du PIB nominal prévu par le gouvernement.

Sources : Enquête 2012 de l'OCDE sur l'assainissement budgétaire ; OCDE (2011), « Restoring Public Finances: Fiscal consolidation in OECD countries », Special Issue of the *OECD Journal on Budgeting*, vol. 2011/2, doi:10.1787/budget-v11-2-en.

Tableau 1. L'assainissement budgétaire programmé par le gouvernement : Mexique

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume et trajectoire de l'assainissement budgétaire, en % du PIB nominal						
Volume total de l'assainissement budgétaire	0.7 %	1.5 %	1.7 %	1.8 %	1.9 %	2.0 %
Solde budgétaire ¹ , déficit (-)/excédent (+)	-4.3 %	-3.4 %	-2.9 %	-2.2 %	-2.4 %	-2.3 %
Solde budgétaire ² , déficit (-)/excédent (+)	-0.8 %	-0.5 %	-0.4 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %
Dette brute ³	36.8 %	36.6 %	36.5 %	36.3 %	35.9 %	35.5 %
Taux de croissance du PIB en pourcentage, d'une année sur l'autre						
Prévisions de croissance du PIB nominal ⁴	9.4 %	7.4 %	6.7 %	7.8 %	7.4 %	7.9 %

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932881726>

1. Besoin de financement net du secteur public, y compris les investissements de la PEMEX.
2. Besoin de financement net du secteur public, hors investissements de la PEMEX.
3. Accumulation passée des besoins de financement net du secteur public.
4. Les prévisions de croissance du PIB nominal sont calculées par l'OCDE sur la base des estimations du PIB nominal réalisées par le gouvernement.


Sources : Enquête 2012 de l'OCDE sur l'assainissement budgétaire ; calculs de l'OCDE.

3. Principales mesures d'assainissement

En 2009, afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'assainissement budgétaire, une réforme fiscale a été adoptée pour compenser la baisse des recettes pétrolières liée à la chute de la production de pétrole intervenue entre 2004 et 2009. Elle a consisté en une majoration des taux d'imposition, notamment en ce qui concerne la TVA, l'impôt sur les bénéfices des sociétés et l'impôt sur le revenu, l'objectif étant de réduire la dépendance du budget à l'égard de revenus pétroliers instables. Un programme national de réduction des dépenses publiques a également été lancé, en vue de contenir la dérive des dépenses et de réduire les dépenses administratives et de fonctionnement de MXN 40 milliards en 2010-12.

Tableau 2. Principales mesures d'assainissement : Mexique

Mesures visant à accroître les recettes		Impact budgétaire		
		2010 (appliquées)	2011 (prévues)	2012 (prévues)
TVA	Relèvement du taux de 15 % à 16 %.	56 259	16 942	0
Imposition des revenus	Relèvement du taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés de 28 % à 30 %.	26 047	42 913	0
	Hausse du taux maximal de l'IRPP de 28 % à 30 %.			
	Hausse de 19 % à 21 % du taux d'imposition des revenus agricoles.			
Droits d'accises	Hausse des droits sur l'alcool, la loterie, les jeux et les cigarettes.	8 562	14 813	5 378
	Instauration d'un nouveau droit frappant les télécommunications.			

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932881745>

Source : Enquête 2012 de l'OCDE sur l'assainissement budgétaire.



Extrait de :
Restoring Public Finances, 2012 Update

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264179455-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Mexique », dans *Restoring Public Finances, 2012 Update*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264179608-25-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.